L'Abeille de la Nouvelle-Orleans.

JOURNAL OFFICIEL DE L'ETAT DE LA LOUISIANE — NOUVELLE-ORLEANS, SAMEDI MATIN, 8 JUIN 1850.

Imprimé et publié par
MAGNE & WEISSE.
No. 83, rue de Chartres.

JOURNAL OFFICIEL *de l'Etat, du Conseil-Général, du Conseil de la Première Municipalité, et de la Commission de Liquidation.*

NOUVELLE-ORLEANS:
SAMEDI MATIN, 8 JUIN.

LOIS DE 1850.

Les lois passées par la Législature, dans la session de 1850, ont été mises en vente à l'Etat. Les personnes qui ont droit à un exemplaire, en qualité de membres du Sénat ou de la Chambre, de juges, greffiers, shérifs ou juges de paix, sont invitées à se présenter au bureau de ce journal, où elles en prendront livraison sur leur reçu.

☞ L'Imprimeur d'Etat prévient aussi le public qu'il a reçu du Secrétaire d'Etat l'autorisation de vendre, pour le compte de l'Etat, les lois de 1850, à raison d'une piastre l'exemplaire broché.

La longueur du procès verbal de la dernière séance du Conseil ne nous permet pas de donner aujourd'hui la suite de notre feuilleton.

DISCOURS DE M. SOULÉ.—Nous avons reçu le discours revisé de M. Soulé, et nous regrettons que l'encombrement de nos colonnes ne nous permette pas, comme nous nous l'étions d'abord proposé, d'en donner une analyse ou plutôt de nombreux extraits. Ce discours de notre sénateur est remarquable à plus d'un titre; le langage en est clair, précis et pur, l'argumentation serrée, irréfutable sur certains points, et fort spécieuse sur tous les autres. M. Soulé, si nous comprenons bien l'attitude qu'il a prise, n'est pas entièrement hostile au compromis de M. Clay; il l'accepterait si on y introduit certaines modifications qu'il juge indispensables. Notre sénateur se gardera cependant, nous aimons à le croire, de toute prétention exorbitante, car il serait alors impossible de passer le bill. Un compromis, par sa nature même, ne satisfera jamais entièrement le Nord ou le Sud; lorsqu'un transige on prend d'avance la détermination de céder sur certains points. Voilà ce que nos sénateurs ne doivent pas oublier tout en prenant la défense des droits et des intérêts des Etats à esclaves.

CUBA.

NOUVELLES IMPORTANTES DE LA HAVANE.—L'ESCADRE AMÉRICAINE.—EXÉCUTION DES PRISONNIERS A CARDENAS.

Une dépêche télégraphique reçue de Charleston nous transmet des nouvelles importantes de la Havane, apportées dans la première de ces villes par le goélette *Merchant*, capitaine Tessier. Ce navire a parti le 30 mai de la Havane, amenant avec lui le regate à vapeur *Saranac*, qui était arrivé depuis le 26. Elle avait des dépêches pour le capitaine-général de Cuba et pour le général Campbell, consul des Etats-Unis.

Le bruit s'était répandu à la Havane que le *Saranac* avait été mis à la disposition du capitaine-général pour apporter les opérations de la flotte espagnole contre l'expédition armamor partie des ports américains.

Les corvettes *Adonis* et *Germanicum*, mouillées dans le port de la Havane, ayant appris que l'on y attendait incessamment des navires de guerre espagnols ayant à bord une partie des volontaires de Lopez, sur le *Georgiana* et le *Susan Loud*, sont sorties de la baie pour aller à la rencontre de ces bâtiments et reclamer la remise des prisonniers américains. Nos corvettes n'avaient à peine perdu le *Moro* de vue qu'elles aperçurent la flotille espagnole et elles se disposaient à former leur demande lorsque le *Saranac* qui les avait suivies de près leur signifia l'ordre d's'abstenir. Il y eut entre le commandant Tattnall et le commodore Randolph une entrevue, à l'issue de laquelle les navires américains s'éloignèrent et laissèrent les bâtiments espagnols pénétrer librement dans le port. Les prisonniers furent immédiatement transportés à bord d'un vaisseau de soixante-quatorze canons.

Cinq des volontaires faits prisonniers à Cardenas ont été fusillés, le 26 mai, à Matanzas. Il n'y avait parmi eux qu'un Américain, les autres étaient Irlandais ou Ecossais. Et la parole d'honneur ou couverneur Certuli?)

L'un des malheureux qui ont été passés par les armes était un enfant qui déclara être parti de la Nouvelle Orléans à bord du *Creole* dans la persuasion que le steamer se rendait à Chagres. Il demanda la permission d'écrire à sa mère pour lui annoncer son sort. On le lui refusa, mais sa lettre achevée, on sol fit la mit en pièces. Une des personnes présentes en recueillit les fragmens, en réunit en les collant sur une feuille de papier et adressa le pli à qui de droit.

Lors du départ du *Merchant*, le *Saranac*, l'*Albany* et le *Germanicum* étaient mouillés dans le port de la Havane.

Nous n'avons pas besoin de dire que dans cette dépêche il y a des choses obscures ou les qu'elles nous avons besoin d'être mieux renseignées. Quel roi e tait-on pour a notre marine?

Attendons les nouvelles que doit nous apporter l'*Ohio*.

COMPARUTION DU GÉNÉRAL LOPEZ

DEVANT LA COUR DE DISTRICT DES ETATS-UNIS.

Le général Lopez est arrivé hier matin dans notre ville venant de la Passe Christian où il se trouvait depuis quelques jours. En apprenant l'ordre d'arrestation decreté contre lui, il s'était empressé d'adresser au marshall des Etats-Unis la lettre suivante que nous traduisons de l'espagnol :

Passe Christian, 6 juin 1850.

Au marshall des Etats-Unis,
à la Nlle-Orléans.

Monsieur,—Ayant appris que vous désiriez me voir pour affaires qui concernent votre place, j'ai l'honneur de vous annoncer que je me rendrai en ville demain et que je me tiendrai à vos ordres dans le salon de réception de l'Hôtel St Charles depuis 4 heures jusqu'à 6 heures de l'après-midi.

Je suis, monsieur, avec la considération la plus distinguée,

Votre obéissant serviteur,
NARCISO LOPEZ.

Dès dix heures du matin un des députés du marshall se présentait à l'Hotel St-Charles avec l'ordre d'arrestation. Le général Lopez se rendit immédiatement à la Cour des Etats-Unis, accompagné de ses avocats MM. S. S. Prentiss, J. Henderson et L. J. Sigur.

Une foule inquiète et curieuse avait déjà envahi l'enceinte du tribunal.

M. Hunton, avocat de district, annonce à la Cour que le général Lopez avait été mis en état d'arrestation et qu'il était présent. Il désire savoir si le tribunal procédera immédiatement à l'instruction. M. Hunton lit l'affidavit du consul espagnol à la Nlle-Orléans, M. J. Y. Labordé, dans lequel cet agent déclare qu'il a tout lieu de croire que le 7 du mois dernier le général Narciso Lopez a organisé une expédition militaire destinée à opérer contre Cuba.

Le juge McCaleb dit que l'affaire sera appelée lundi prochain et ordonne au prévenu de fournir un cautionnement pour répondre de sa comparution ce jour-là.

M. Henderson soulève une objection. La plainte du consul espagnol ne formule, dit-il, aucune accusation directe contre le général Lopez. M. Labordé déclare simplement qu'il *croit* que le général Lopez a commis un délit. Est-ce là une raison de priver celui ci de sa liberté.

M. Hunton répond brièvement à cette objection, et une longue discussion s'engage entre les avocats de la défense, d'une part, et le ministère public, de l'autre.

La Cour donnera sa décision ce matin et a ordonné au général Lopez, en attendant, de fournir un cautionnement de $2,000. Le recorder Caldwell s'est présenté comme répondant du prévenu.

LE PIZARRO ET LE CREOLE.

On se souvient sans doute d'un incident relatif au lieutenant Rodgers, commandant la goélette de guerre américaine *Petrel*. Le *Pizarro* donnait la chasse au *Creole*; arrivé dans un endroit dangereux, où était mouillé le *Petrel*, il demande un pilote à ce dernier navire et le lieutenant Rodgers aurait répondu par un refus formel.

Voici maintenant une autre version que nous trouvons dans les feuilles de Baltimore et qui est fondée sur une lettre reçue d'un officier du *Petrel*. Il paraît que le lieutenant Rodgers, au lieu de répondre par un refus, aurait immédiatement envoyé un pilote à bord du *Pizarro*. Mais cette promptitude éveilla probablement des soupçons dans l'esprit du commandant espagnol, car le pilote ayant donné l'ordre de gouverner au nord-ouest, la timonier mit la proue de navire au nord-est. Il y avait eu sur le pont une baie de soldats, l'arme au bras, prêts à faire feu sur le pilote si le steamer avait touché. Le matelot américain, voyant qu'on se défiait de lui et fort peu rassuré d'ailleurs, annonça au commandant qu'il voulait retourner à bord du *Petrel* qui prendrait alors les devans et que le steamer pourrait suivre. Il descendit en effet dans son canot et se dirigea vers la goélette qui déploya aussitôt ses voiles et bondit sur les vagues. Cependant le steamer ne bougea pas et semblait au contraire vouloir éviter le sillage de la goélette. Le commandant espagnol, toujours défiant, se disait probablement que la goélette passerait là où le steamer n'échouerait. Ce que voyant, le lieutenant Rodgers fit mettre le canot à la mer et monta à bord du *Pizarro* pour offrir personnellement ses services. On ne voulut pas les accepter et on lui dit même qu'on le dénoncerait au gouvernement de Washington pour avoir favorisé la fuite des pirates. Le commandant espagnol lui ayant demandé son nom, le lieutenant Rodgers lui donna sa carte et retourna à bord de la goélette.

Cette version ne nous paraît pas naturelle. Nous serions plutôt tentés d'accepter la première.

L'Ohio.—Une dépêche télégraphique nous apprend que le steamer Ohio a franchi la barre hier à deux heures et demie de l'après-midi. Les nouvelles qu'il apporte de la Havane doivent être importantes et sont attendues avec une vive impatience.

RAPPORT DU COMITÉ D'AMÉLIORATIONS.—On trouvera dans le procès verbal du Conseil de la 1re Municipalité que nous publions aujourd'hui, le rapport du comité des améliorations dont nous avons donné l'autre jour une analyse. Nous y appelons l'attention de nos lecteurs.

LA FEMME EN LOTERIE.—Ce vaudeville dû à la plume d'un de nos jeunes auteurs les plus heureusement doués, vient d'être imprimé et est en vente aux bureaux de l'*Orléanais*. S'il nous était permis de hasarder une opinion après les jugement divers qui ont été portés sur l'œuvre de M. E. Lauc-Maryat, nous dirions que *La Femme en Loterie*, que nous n'avons pas vu représenter et que nous venons seulement de lire en brochure, révèle chez sonauteur une véritable entente des effets scéniques et un esprit à ressources. L'intrigue, sans être absolument neuve est fort bien trouvée, et le dialogue a le grand mérite du naturel et de la vivacité. Il y a çà et là des mots très heureux que nous indiquerions si nous fusions en ce moment une critique de la bluette de M. de Lauc-Maryat. Soumne toute et sauf meilleur avis, *La Femme en Loterie* nous paraît être un excellent début dans la carrière dramatique.

BÉNÉFICE DE M. WOOD.—Nos lecteurs se rappellent que la représentation de lundi soir, au Théâtre des Variétés, est au bénéfice de M. Wood. Ceux qui s'intéressent au sort de ce malheureux jeune homme et qui sont disposés à secourir une infortune réelle ne manqueront pas de prendre une loge ou une stalle pour le spectacle que nous annonçons. Nous nous sommes chargés d'un certain nombre de billets; on pourra s'en procurer en s'adressant à notre bureau de comptabilité.

JENNY LYND.—Ce magnifique steamer partira de l'extrémité du chemin de fer de Pontchartrain, cette après-midi après l'arrivée du convoi de 4 heures, pour Mandeville, Lewisburg, Madisonville et Convington. Il sera de retour lundi matin vers neuf heures.

POLICE.—Un individu nommé James Charles, arrêté sous la prévention de vol, a été interrogé hier par le recorder Génin et envoyé devant la 1re cour de district. On a également trouvé chez le prevenu un moule pour la contrefaçon des pièces de cinquante *cents*.—Un mandat d'arrêt a été lancé contre Jolly *dit* Junte, homme de couleur, accusé d'avoir attiqué à main armée un esclave appartenant à M. McLean.—L'esclave John accusé d'avoir frappé à la tête le nègre Robertson, qui, étourdi du coup, est tombé dans le fleuve et s'est noyé, a subi un commencement d'interrogatoire;—MM. Bland et Wm. Perry, prevenus de vol, ont été arrêtés par la police de la 1re municipalité : ils ont été incarcérés en attendant que l'affaire soit appelée.—Le recorder Caldwell a envoyé devant la 1re cour de district les nommés Hauk Vautive et John Nichols, accusés d'avoir commis un vol de $325 à bord du steamer *Tennessee*.

CONVENTION DE NASHVILLE.—Cette assemblée, repudiée par les hommes les plus éminens du Sud, s'est à peine constituée qu'elle se livre déjà à de violentes discussions sur l'esclavage et cherche évidemment à provoquer l'agitation parmi nous. Elle n'y réussira pas. La question est entre les mains du Congrès, qui est appelé légitimement à la resoudre, et nous ne voulrions certes pas confier les destinés du pays à une assemblée irresponsable.

COMPROMIS.—Dans la séance du Sénat du 6 courant, l'amendement proposé par M. Jefferson Davis a été rejeté par 30 voix contre 25. M. Seward a proposé, comme amendement, d'insérer le proviso Wilmot. Cette proposition a été repoussée par 33 voix contre 23. Un amendement proposé par M. Berrien et qui interdit aux gouverneurs territoriaux de passer des lois sont pour prohiber soit pour établir l'esclavage a dûrs été adopter par 30 voix contre 27.

UNE CREVASSE.—Le *Natchez Courier* annonce qu'une crevasse s'est déclarée à l'habitation de M. Henderson, sur la rive louisianaise, à environ vingt milles au-dessous de Natchez. La brèche a cent quatre-vingts pieds de largeur. Le courant se précipite par cette issue avec une impétuosité extraordinaire.

FUNÉRAILLES DE M. ELMORE.—Les funérailles de M. Elmore, sénateur de la Caroline du Sud, ont eu lieu a Washington le 31 du mois dernier : le Président, les Représentans et les Sénateurs, les membres du cabinet, le corps diplomatique et des étrangers de distinction assistaient à la cérémonie.

LE WASHINGTON UNION.—M. Burke, qui, depuis plus d'un an, partage avec M. Ritchie les soucis de la rédaction de l'*Union*, annonce dans le dernier numéro de ce journal qu'il se retire, d'après les termes du contrat qu'il avait consenti. M. Ritchie perd là un collaborateur qui lui a été plus précieux que lui.

CANADA.—La motion faite au parlement canadien pour être les officiers du gouvernement, réduire les dépenses, etc., a été renvoyée, pour la prise en considération, au mois de juillet prochain.

L'inspecteur général a déclaré à l'assemblée législative que le gouvernement n'accordérait pas la liberté de navigation du St-Laurent aux Etats-Unis si ces derniers ne lui offrent pas le même avantage.

THEATRE D'ORLEANS.

Mme GALINIER.

Sultan fantasque et blasé, qui parfois boude si capricieusement ses favoris, le public a aussi ses jours de justice et souvent c'est au moment où l'on désespère de lui qu'il se montre le plus bienveillant. Ainsi, malgré tout le succès obtenu à St-Charles par M. Macallister, malgré la profusion du programme et l'attrait des représentations cabalistiques du *Palais Enchanté*, la salle d'Orléans n'était qu'une vaste solitude où quelques intrépides jolies femmes osaient seules se risquer.

Puis tout-à-coup sur un simple avis, la foule s'éveille, accourt et assiége presque le bureau de location. Il est vrai que cette fois il s'agit de notre gracieuse Dugazon, de Mme Galinier. Le public, avec un sentiment exquis d'intelligence, s'est rappelé que cette charmante artiste n'avait point eu de bénéfice, et dès qu'il a connu que son réengagement avait eu lieu avec une diminution d'appointemens, il a songé à l'indemniser convenablement de cette convention. Aussi lorsqu'après la création de Léonie de Vaudreuil, les amateurs, qui avaient concouru à la représentation de *France et Espagne*, ont parlé d'offrir un bénéfice à Mme Galiner, la proposition a eu le plus grand succès, et de toutes parts les adhésions sont arrivées. Un seul chiffre suffira pour témoigner de l'empressement de tous ; à l'heure où nous écrivons ces lignes, il n'y a plus que *six stalles de parquets vacantes!* Quant aux loges, les reines de notre fashion se sont inscrites des premières, et celles qui fe-ront défaut sont celles qui déjà ont abandonné la ville. La réunion de mardi prochain, fixé pour le bénéfice, sera donc toute exceptionnelle, et c'est, sans emphase aucune, puisque les noms sont là, que nous pouvons annoncer que tout ce que la Nouvelle-Orléans compte de coeurs intelligens, de femmes spirituelles et par conséquent toujours jolies, formera dans la salle la plus radieuse pléiade qu'on y ait encore vue.

Ce n'est donc point à un public indifférent que nous venons faire appel. Nous n'avons qu'à constater un fait heureux pour tous, l'empressement des amateurs de notre scène lyrique, qui se rappellent encore Isabelle, et surtout Rosedu-mai. Il est donc parfaitement inutile que nous annonçions la composition du spectacle. Tout le monde ne sait-il pas déjà qu'il s'agit principalement de la seconde représentation du beau drame de L. Pl. Canonge, *France et Espagne*, cet ouvrage si Louisianais par les pensées patriotiques comme par les noms héroïques inscrits en lettres d'or aux pages de notre jeune histoire ?

JACQUES DE R....

P. S.—Nous avons cherché à obtenir la permission de citer quelques-uns des noms des amateurs qui doivent figurer à l'amnat d'armes, qui sera donné demain ; mais ne pouvant commettre cette indiscrétion, nous nous bornerons à rappeler à nos lecteurs que cette assemblée a pour but d'offrir à M. Baudoin, l'élégant professeur d'escrime, une marque positive de l'estime de ses élèves et de ses amis.

2d P. S.—Nous recevons à l'instant un exemplaire du vaudeville de M. de Lauc-Maryat, la *Femme en Loterie*. Les personnes désireuses de se procurer cette bluette, qui a juste un mois de date au théâtre, n'auront qu'à s'adresser aux bureaux du journal L'ORLEANAIS.

Cette petite brochure, que nous n'avons pas encore eu le temps de lire, contient une partie entièrement inédite, une lettre d'envoi à M. Davis.

ARTISTES.—M. WALLACE, accompagné de sa sœur Madame Buskelle et de Mlle HÉLÈNE STOPEL, pianiste distinguée, est arrivé dernièrement à New-York où il se propose de donner une série de concerts.

CONSEIL DE LA MUNICIPALITÉ No. UN.

Séance du Mardi 4 juin 1850.

Le Conseil s'est réuni, ce jour, conformément à l'ajournement.

Les membres présents furent :—L'honorable J. Génois, Recorder et Président—MM. les aldermen Blanque, Bonneval, Clark, Derbes, Dupré, Febre, Hagan, Lanata, Lyal, McAlpin, Ramos et Silk—12.

Absents—MM. les aldermen Jumonville et Mayent—6.

MM. les aldermen, Giquel et Laughlin sont admis par congé—2.

Sur motion, le Conseil décide que le journal de la dernière séance ne sera pas lu et autorise le président à le signer.

Le message suivant transmis par le maire a été lu.

Mairie de la Nouvelle-Orléans, 4 juin 1850.

M. le Président et MM. les membres du Conseil de la Municipalité No. Un.

Messieurs,—J'ai l'honneur de vous informer que j'ai requis ce jour le fermier de la taille aux legumes de la Nouvelle-Orléans de faire, jusqu'à nouvel ordre, la fourniture de cet article à l'hôpital de la Marine, et de continuer les réparations à faire aux casernes et aux bâtimens qui en dépendent.

Je vous prie, messieurs, de vouloir bien approuver ces mesures provisoires, et je vous prie de croire à l'assurance de ma parfaite considération.

Votre très humble serviteur,
(Signé) JOHN MAGRUDER.

Le message suivant transmis par le maire a été lu.

Mairie de la Nouvelle-Orléans, 4 juin 1850.

M. le Président et MM. les membres du Conseil de la Municipalité No. Un.

Messieurs,—J'ai l'honneur de vous prévenir qu'hier j'ai requis de M. Shield de continuer les travaux commencés au talus de l'Hôpital de la Marine, et de faire faire ce travail,—aucune spéculation quant à la manière dont l'ouvrage sera fait, et qu'il n'existe pas chez le maître de la Marine, de crainte à ce sujet.

Je vous prie, messieurs, de vouloir bien approuver cette mesure provisoire, et je vous prie de croire à l'assurance de ma parfaite considération.

Votre très humble serviteur,
(Signé) JOHN MAGRUDER.

Avis officiel.

CONSEIL DE LA PREMIERE MUNICIPALITÉ.

Nlle-Orléans, 6 mai 1850.

Conformément à la section 6 d'un acte intitulé "acte relatif à la ville de la Nouvelle-Orléans" approuvé le 16 mars 1850, ordonnant la publication d'un budget faisant voir les différents items de dépenses pour lesquels la municipalité aura à payer, avant d'autoriser et de fixer la taxe nécessaire pour combler le déficit : Avis est par les présentes donné aux habitans de la Municipalité No. Un (la dit acte sera publié pendant 30 jours) qu'il est de l'intention du Conseil d'imposer une taxe spéciale afin de combler le déficit qui existe dans les dépenses courantes de la municipalité, du 1er mai au 31 décembre 1850. Et conformément aux dispositions de la loi, ci-un état détaillé de ces dépenses et des dépenses qui est soumis au public.

Recettes et Dépenses probables du 1er mai au 31 décembre 1850.

Recettes.

Droits de levée sur navires,	$ 99,740 00
Droits de levée sur bateaux à vapeur,	20,000 00
do sur cabarets	10,000 00
do sur négociants et drays,	10,000 00
do sur capital pour 1848 et 1849,	10,000 00
Taxe sur propriétés foncières,	60,000 00
Remboursement de pavage,	10,000 00
Rentes à cens,	5,977 00
Loyer de la grille de patraine,	3,500 00
Intérêts sur les bons de la Troisième Municipalité, (en cas de paiement),	2,779 00
Proportion des Deuxième et Troisième Municipalités, sur la taxe des drays,	7,500 00
Montant à recevoir de l'Etat pour les écoles publiques,	10,000 00
Montant à recevoir pour propriétés vendues dans le mois de décembre dernier,	20,000 00
Excédant des dépenses sur les recettes,	99,667 98
	$380,953 98

Dépenses.

Salaires, y compris celui de la garde,	$64,815 04
Nettoiement des rues,	10,966 64
Réparation des rues pavées,	8,666 64
Eclairage au Gaz,	16,000 00
Eclairage à l'huile,	4,152 40
Salaire de M. Commuuny,	3,400 00
Jury de Police,	6,000 00
Nègres de chaine,	3,333 98
Ecoles publiques,	33,333 98
Gardes de police et maison de correction,	4,800 00
Bienfaisance,	3,066 64
Compagnies de pompiers,	4,000 00
Bureau de Santé,	666 64
Commission des collecteurs,	5,419 04
Chevaliers, charettes et journaliers,	20,000 00
Frais de bureaux,	2,333 32
Port, levée et autres dépenses,	50,000 00
Frais de police,	1,000 00
Mandats à rembourser,	66,000 00
Pavage en bloc de granit en face de la Place d'Armes,	10,000 00
	$320,953 29

Nouvelle-Orléans, 90 mai 1850.

(Signé) O. DEBUYS,
Contrôleur.

M. Jumonville prend son siége.

M. Hagan soumet la lettre suivante du voyer :

Nouvelle-Orléans, 4 juin 1850.

M. le Président et MM. les membres du Conseil de la Municipalité No. Un.

Messieurs,—J'ai l'honneur de vous prévenir qu'hier j'ai requis de M. Shield de continuer les travaux commencés au talus de l'Hôpital de la Marine, et de faire faire ce travail,—aucune spéculation quant à la manière dont l'ouvrage sera fait, et qu'il n'existe pas chez le maître de la Marine, de crainte à ce sujet. J'ai donc parfaitement inutile que nous annonçions la composition du spectacle. Tout le monde ne sait-il pas déjà qu'il s'agit principalement de la seconde représentation du beau drame de L. Pl. Canonge, *France et Espagne*, cet ouvrage si Louisianais par les pensées patriotiques comme par les noms héroïques inscrits en lettres d'or aux pages de notre jeune histoire ?

Je vous prie, messieurs, de vouloir bien approuver cette mesure provisoire, et je vous prie de croire à l'assurance de ma parfaite considération.

Votre très humble serviteur,
(Signé) JOHN MAGRUDER.

Je vous respectueusement,
Votre obéissant serviteur,
(Signé) LOUIS H. PILIÉ,
Voyer, Première Municipalité.

P. S.—Je soumets très respectueusement à l'approbation du Conseil, la nomination de MM. Pierre Rouse, alias Jackson, Francis Clark et Thomas Tierney, comme inspecteurs.

M. Hagan, président du comité des améliorations soumet le rapport et les résolutions qui suivent.

Le comité des améliorations a l'honneur de recevoir cette partie du message du Maire, recommandant de payer en blocs de granit la Front Levee s'étendant d'entre ses propriétés, et a l'honneur de vous soumettre le rapport et les résolutions qui suivent.

Le comité pense qu'il est tout à fait inutile de commencer aucune amélioration, à moins que de telles mesures convenables pour payer en blocs de granit le chemin public, les rues de Chartres et Claiborne, le Faubourg Marigny et la Levée, ainsi que la Esplanade—la compagnie impuissante avec le mode actuel de pavage, de maintenir un niveau ou état ordinaire de navigation dans ces rues, et les réparations et les dépenses incessantes qu'elles occasionnent au trésor, sont des raisons suffisantes pour demander l'établissement d'un autre mode. Le comité n'hésite pas à exprimer son opinion que l'on pourra faire à l'avenir un tel emploi de fonds, et que le Conseil se fera un devoir de faire exécuter ces améliorations.

Le comité soumet le tableau ci-suivant et estimatif de la dépense nécessaire qui s'augmentera en passage, pendant qu'il se fera, par les pluies ordinaires du printemps et l'été, et qui, pendant deux années, ne manquera pas de diminuer par l'usage, et qui, probablement exige pour le complet achèvement du pavage de 12 années environ, et qui, durant deux ans prochains, augmentera d'environ $40,000 par an, ce qui fera pour cette somme

L'accroissement de 1850 sera probablement le même et donnera le même résultat de

Ensemble

Cette somme conformément à l'état ci-annexé sera simplement suffisante pour payer cette dépense d'entretien et ne fera un pas de $3 75 par yards carrés, pour cette espèce de pavage, et ne sera pas, au comptant, il est à présumer que les conditions seront plus favorables.

Evaluation du prix du pavage, en blocs de granit, du chemin public, de la rue du Canal à l'Esplanade, de la rue de Chartres, de la rue du Canal à la rue de Pontchartrain, de la rue de Conde, de la rue Levee à l'Esplanade—Et enfin de la rue Royale, de la rue du Canal à l'Esplanade.

Chemin public.

27,401 yardes de superficie à $3 75 $102,753 75
14,200 pieds pierres pour bordures, 35 c. 4,970

Total, $107,723 75

A déduire la proportion des propriétaires d'un côté de la rue.
27,401 yardes courantes
à $4 35 1/2 $19,511 43
Et la valeur des pavés
6,243 bouteaux à $1 50 9,360 50 $28,871 93

Reste à payer par la Municipalité, $78,851 77

Rues de Chartres et Condé.

13,951 yardes de superficie à $3 75 $52,760 75
5,076 pieds, pierres pour bordures à 35 c. 1,776 60

Total, $54,537 35

A déduire la proportion à payer par les propriétaires des deux côtés de dites rues.
5,951 pieds courants à $3 36 $19,971 72
Et la valeur des pavés 6,965 50 $19,757 02

Reste à payer par la Municipalité, $26,112 33

Rue Royale.

14,914 yardes de superficie à $3 75 $45,937 50
6,076 pieds de superficie pour bordures à 35 c. 3,078 60

Total, $49,016 10

A déduire la proportion à payer par les propriétaires des deux côtés de la rue.
3,907 pieds courants à $3 36 $13,127 52
Et la valeur des pavés 7,456 50 $20,584 02

Reste à payer par la Municipalité, $28,432 08

Le comité recommande très respectueusement à votre considération l'opportunité d'apporter quel que changement à la rue du Canal, de manière à faire disparaître cette partie qui est connue sous le nom de "terrain neuve" (terre nouvelle ground), et qui est généralement considéré comme une nuisance. Le comité recommande de continuer les trottoirs comme ils sont faits dans l'une et dans les rues "Front Levee and Levee"—dans le cas de leur donner une largeur de 25 pieds et de faire payer le centre de la rue par des blocs de granit jusqu'à la rue des Remparts et de cette rue jusqu'à la rue Levee, en pierres roulées,—sur la Seconde Municipalité dont les avenues ont besoin d'une amélioration, et sont ayons toute raison d'espérer que de cette sorte, favorable, il est évident pour chacun, que cette mesure sera approuvée par les propriétaires des deux Municipalités. La dépense (sans comprendre le prix des rues actuellement en place) sera supportée de la manière suivante,—deux tiers par les propriétaires et un sixième par chacune des Municipalités.

Si cette amélioration s'exécute, la largeur des trottoirs dans la partie communiquante sera d'un grand avantage, et on pourra y laisser déposer les ballots de marchandises, sans gener ni incommoder (comme à présent), les piétons, et dans la partie non communiquante l'on pourra embellir les mêmes trottoirs en plantant sur leur ligne extérieure des arbres qui seront assez entretenus et qui, par leur ombrage, seront plus utiles que ceux qui se trouvent actuellement au milieu de la chaussée. En conséquence le comité présente une résolution demandant la pouvoir au conseil chargé à cet effet de s'ensuivre avec le Conseil de la Seconde Municipalité, et soumet l'évaluation présumée du prix de cette amélioration.

Evaluation du prix de l'amélioration proposée de la rue du Canal, du chemin public à la rue des Remparts—la 1re et la 2de Municipalités devant payer un tiers et les propriétaires les deux autres tiers de la dépense.

Pour la faire payer par la Municipalité No Un, 18,187 yardes de superficie de pavage en blocs de granit à $3 75, $67,826 25
9,239 pieds courants de trottoire à $5 60. $13,384

PRIX TOTAL, $81,210 25

Montant à déduire pour être payé par les propriétaires. 9,319 pieds courants à $40 54 $17,632 96
Et la valeur des pavés, 9,043 50 $26,675 76

Reste à payer par la Municipalité, $54,534 49

Le comité profitera de cette occasion pour vous recommander de faire quelques légères coupelles le rue Bienville, à partir de la rue Carondelet jusqu'au chemin de la Métairie. Cette amélioration d'une grande importance ne coûtera que peu de chose à la Municipalité, attendu que la rue étant ouverte et les fossés fouillés la dépense sera minime et pour la corporation et pour les propriétaires, qui n'existait point d'autre moyen pour opérer cette mesure, la facilité seule de se rendre dans les divers cimetières sans frais, serait un motif suffisant pour engager le Conseil à la faire exécuter. Le Comité recommande donc que cette rue soit reconverte d'une couche de coquilles ayant vingt pieds de large sur une pied d'épaisseur, ce qui coûtera (comparée à son utilité) est peu de chose comme il appert par l'état ci-annexé.—Etat estimatif de la dépense pour courrir le rue Bienville d'une couche de coquilles (20 pieds de largeur) de la rue Galvez au chemin de la Métairie.—La Municipalité devant payer un tiers et les propriétaires les deux autres tiers.

11,200 de pieds courante de niveellement à 40 cents $4,480
75,333 barils de coquilles à 25 cts. 18,833 25

$23,313 25

Moins 2/3 à payer par les propriétaires $15,542 17

Reste à payer par la Municipalité $7,771 08

Le Comité a sous les yeux une pétition signée d'un très grand nombre de propriétaires et de citoyens habitant cette partie de la Municipalité et réclamant l'amélioration proposée.

Le Comité rapporte en outre sur la pétition de madame de Pontalba demandant la continuation du pavage en blocs de granit, des rues Chartres et Condé jusqu'à la Levée, de la rue St-Pierre à la rue Jefferson et de la rue Ste-Anne à la rue Madison—mais il ne croit pas devoir avant l'hiver accorder le privilége de se servir d'aucune portion de la rue endessous des carbotunes, comme le demande la pétitionnaire.

Le comité n'est aussi occupé de la question de savoir s'il est convenable pour répondre quant à la construction d'un nouveau pont sur le canal Carondelet, ou pour cela il faudra, pendant deux ans, que les passagers de cette ligne de chemin de fer soient débarqués et embarqués, ou si il ne serait pas préférable d'établir une ligne de bateaux à vapeur pour faire le service de la Métairie à la Nouvelle-Orléans, pendant ce temps, et le comité est d'opinion que cette dernière mesure est préférable.

Le comité a bien d'autres améliorations à vous proposer, pour encourager et accélérer la prospérité de cette cité naissante, si cette première mesure est adoptée. Il est avec plaisir que le comité et les citoyens de cette Municipalité sont convaincus qu'il y a eu de l'autre bout de l'encouragement le prospérité de cette cité naissante. Le comité vous soumet une lettre de M. P. Shields et une de M. J. E. Larrieu.

En terminant le comité soumet la votre approbation les résolutions suivantes.

Le tout soumis et respectueusement.

(Signé) A. DERBES, Chairman.
J. D. FABRE.
RICHARD HAGAN.

Résolu que le Maire est autorisé à prendre les mesures qu'il jugera convenables pour faire exécuter les travaux d'amélioration pour remplir quant à la construction d'un nouveau pont sur le canal Carondelet, ou pour cela il faudra, pendant deux ans, que les passagers de cette ligne de chemin de fer soient débarqués et embarqués, ou si il ne serait pas préférable d'établir une ligne de bateaux à vapeur pour faire le service de la Métairie à la Nouvelle-Orléans, pendant ce temps, et le comité est d'opinion que cette dernière mesure est préférable.

Le comité a bien d'autres améliorations à vous proposer, pour encourager et accélérer la prospérité de cette cité naissante, si cette première mesure est adoptée. Il est avec plaisir que le comité et les citoyens de cette Municipalité sont convaincus qu'il y a eu de l'autre bout de l'encouragement le prospérité de cette cité naissante. Le comité vous soumet une lettre de M. P. Shields et une de M. J. E. Larrieu.

En terminant le comité soumet la votre approbation les résolutions suivantes.

Le tout soumis et respectueusement.

(Signé) A. DERBES, Chairman.
J. D. FABRE.
RICHARD HAGAN.

M. Ramos, au nom du comité des incendies présente le rapport et l'ordonnance qui suivent, lesquels sont mis sur table et après suspension du règlement sont adoptés.

Le comité des incendies auquel il a été référé la pétition de Jacques Fontelieu demandant l'établissement d'une compagnie de Pompiers No 21 et demandant une charte d'incorporation, a l'honneur de vous soumettre l'ordonnance suivante.

(Signé) CLEMENT,
GEORGE CLARK.

Ordonnance accordant une charte à la Compagnie de Pompiers d'Orléans No Un.

Il est résolu par le Conseil de la Municipalité No Un, qu'en vertu des pouvoirs accordés à ce Conseil par un acte de la Législature du 6 Et at, intitulé : Acte pourconcourant des Compagnies de Pompiers dans la ville de la Nouvelle-Orléans et pour l'autres fins approuvé le 12 mars 1852, qu'une charte soit et lesdites accordée à la Compagnie de Pompiers d'Orléans No 21 pour un terme de dix ans, à dater du 1er janvier prochain 1850. Et la dite Compagnie demandant la nomination de son conseil chargé de tous les avantages, droits et privilèges accordés par la dite acte de la législature. Plus autorisé que le nombre de membres actifs de la dite Compagnie ne soit pas au dessous de 25 ni au-dessus de 60 sans cependant que la Municipalité ne se reserve le droit en ce de besoin, d'user le pouvoir de dans le cas à jouir et la pompe, et ce, d'un bon plaisir.

M. Richardson, non du comité des incendies présente le rapport suivant :

Résolu que le maire est et demeure autorisé à ajouter sur le trésorier de la Municipalité No Un, un mandat dès remise de huit cents vingt-neuf de la Compagnie de Pompiers d'Orléans No 21 dont que la dite Compagnie puisse acheter une pompe.

MM. Dupré et McAlpin s'opposent à l'adoption de cette résolution. MM. Febre et Ramos réclament son adoption. Pendant la discussion plusieurs aldermen quittent la salle des délibérations.

L'appel nominal réclamé sur une motion d'ajournement donne le résultat suivant : MM Clark et Jumonville — votent dans l'affirmative et MM. Bonneval, Derbes, Fabre, Hagan, Lyall et Ramos—6 votent dans la négative.

Le Conseil n'étant plus en nombre suffisant pour délibérer, le Président déclare l'ajournement ajourne le Conseil à demain prochain, 10 du courant, à 6 heures P. M.

JOSEPH REYNES, Secrétaire.

☞ Le navire BEN WHITWELL, capitaine de Bordeaux, est entièrement vu à bord de MM. Oruelles. Les consignataires sont requis de faire prendre livraison de leurs marchandises sur la Levée. Les marchandises dont les permis n'auront point été obtenus dans le délai de cinq jours, seront envoyées dans les magasins publics aux frais et risques depuis consignataires.

4 juin—6 G. M. LUCAS,
36, Bienville.

☞ Le navire français PORCAR, capitaine Lesueur, venant de Bordeaux, est en déchargement vis à vis la rue des Quartier. Les consignataires des marchandises pour cette nave sont priés de faire leur entrée au bureau des douanes dans les cinq jours de cet avis, autrement leurs marchandises seront envoyées à leurs frais dans les magasins publics.